6 octobre 1997, Québec

Allocution devant l'Alliance des manufacturiers et exportateurs du Canada

Monsieur le Président de l'AMEC,

Monsieur le Président de la section Québec,

Mesdames et Messieurs les manufacturiers et les exportateurs, Ladies and Gentlemen,

Laissez-moi vous dire d'abord combien je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue aujourd'hui à Québec, notre capitale nationale. Et vous dire aussi combien il me fait plaisir de vous accueillir au moment où tout le Québec, comme d'ailleurs la plupart de vos régions, est en train de tirer les fruits d'un travail de redressement économique comme nos citoyens n'en avaient pas connu depuis plusieurs générations. Monsieur Ponton, le président de la section québécoise de l'AMEC, et plusieurs de vos collègues manufacturiers québécois, pourront vous faire part du travail conjoint que le gouvernement québécois et ses partenaires des milieux patronal, syndical et communautaire ont réalisé ensemble, depuis plus d'un an, pour relancer le Québec sur des bases solides. Depuis le début des années 90, le gouvernement du Québec n'avait jamais atteint ses objectifs budgétaires. Année après année, le déficit augmentait pour se situer en moyenne à 1 000 000 000 \$ de plus que prévu.

En 1994, le déficit dépassait les 6 000 000 000 \$. Au début de l'an dernier, les Québécois ont collectivement décidé de retrouver, à court terme, l'équilibre budgétaire. En mars prochain, notre déficit ne sera plus que de 1 200 000 000 \$ et l'année suivante, nous atteindrons l'équilibre budgétaire. Nous avons même adopté une loi sur l'élimination du déficit qui, une fois notre objectif atteint, empêchera les gouvernements d'accroître l'endettement. Et nous avons très hâte, au Québec, de tenir le genre de débat que nos amis albertains, entre autres, ont amorcé, sur l'utilisation des surplus budgétaires. Mais déjà, cet automne, la marge de manœuvre nouvelle que nous avons pu dégager grâce à l'embellie de nos finances publiques, nous a permis de donner une grande bouffée d'oxygène à notre secteur de la santé qui, comme dans plusieurs provinces, est en pleine restructuration. Vous avez peut-être entendu parler du Sommet socio-économique que nous avons tenu en octobre de l'an dernier. Les membres du secteur privé québécois ont contribué avec beaucoup d'énergie et d'enthousiasme à plusieurs des chantiers que nous avons mis sur pied. Depuis le sommet, nous sommes engagés sur plusieurs fronts à la fois : l'allégement réglementaire, l'amélioration de la formation de la main-d'œuvre, la réduction des taxes sur la masse salariale pour la création de nouveaux emplois, la constitution, au gouvernement, d'un groupe d'analyse accéléré des projets d'investissement, le développement de l'économie sociale, l'accès plus facile aux places de garderies pour concilier le travail et la famille, la mise en place d'un dispositif d'accueil, à Montréal, des travailleurs stratégiques de langue anglaise et de leur famille.

Dans le dernier budget, nous avons instauré une stratégie pour faciliter les investissements privés au Québec. Par le biais du Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi, appelé le programme FAIRE, nous voulons nous associer à des projets d'investissements majeurs dans l'achat de machinerie et d'équipements, la construction neuve, l'expansion ou la modernisation d'entreprise. Nous favorisons notamment le secteur

de la fabrication. De plus, tout nouvel investissement manufacturier réalisé au Québec d'ici au 31 décembre 1998 bénéficiera d'un congé de taxe sur le capital de deux ans et d'un amortissement accéléré égal à 125 % de la dépense encourue. Les Sociétés d'État, notamment la Société générale de financement, susciteront la formation de consortiums du secteur privé, prendront des participations minoritaires. Nous avons, en premier lieu, ciblé les secteurs de la transformation de l'aluminium, la pétrochimie, les semi-conducteurs, l'industrie pharmaceutique, le papier et le bois. Bref, en un an, le gouvernement et ses partenaires ont livré la marchandise. Cette situation n'est sûrement pas sans avoir contribué à la création de 66 000 emplois depuis la tenue du Sommet en octobre dernier. Le secteur privé québécois est au rendez-vous de la croissance avec, cette année, 20 000 000 000 \$ d'investissement en cours. L'investissement manufacturier, déjà en hausse de 14 % l'an dernier, affiche cette année une nouvelle augmentation de 13 %. Ce qui est le plus encourageant, c'est l'investissement dans la capacité de production, qui est un indice de modernisation de notre économie. Avec des investissements de 13 500 000 000 \$ cette année, c'est le plus haut niveau en 7 ans. L'exportation québécoise connaît également une croissance remarquable.

Le Québec exporte aujourd'hui plus de la moitié de tout ce qu'il produit. Nous exportons pour près de 100 000 000 000 \$ de biens et services. Environ le tiers de ces exportations sont destinées au marché canadien, et près des deux tiers gagnent le marché international. Nos exportations vers les États-Unis, en particulier, ont augmenté de 90 % en cinq ans et, selon les évaluations américaines, le Québec est aujourd'hui le sixième partenaire commercial des États-Unis en importance. Nous devons ces succès, pour beaucoup, à l'énergie déployée par nos manufacturiers et nos exportateurs, et aux perspectives ouvertes par les accords de libre-échange dont les Québécois sont des partisans de longue date. Les livraisons manufacturières dépassent cette année les 100 000 000 000 \$, c'est une première dans notre histoire. Les partenaires de notre Sommet économique de l'an dernier continuent à se rencontrer régulièrement pour faire le point sur les travaux et pour proposer de nouvelles avenues et de nouveaux projets. Nous sommes donc engagés dans un processus de concertation continue et très constructif. C'est ce que certains appellent le « modèle québécois ». J'aimerais attirer votre attention sur un des rapports qui furent déposés au Sommet, celui de Messieurs Brian Levitt, d'Imasco, et Henri-Paul Rousseau, de la Banque Laurentienne. Il portait sur la perception qu'ont du Québec les investisseurs nord-américains et il nous invitait à pousser encore plus loin nos recherches en ce sens, ce que nous avons fait. Le portrait est assez intéressant. L'investissement étranger est à la hausse au Québec.

L'an dernier, avec plus de 2 000 000 000 \$ d'investissement, était une année record et celle en cours s'annonce au moins aussi bonne. Nous savons, parce que nous les avons interrogés, que les investisseurs nord-américains viennent au Québec pour quatre raisons : d'abord, l'accès rapide, efficace et déréglé à de vastes marchés et une infrastructure de transport misant sur l'intermodalité; ensuite, une main-d'œuvre de qualité, scolarisée, compétente et stable, le taux de roulement est parfois aussi bas que 3 %; des conditions d'exploitation très compétitives, y compris sur l'île de Montréal; finalement, des incitatifs fiscaux en recherche et développement nettement supérieurs à tous nos principaux voisins, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, les États du Massachusetts, du Michigan, de New York et de Pennsylvanie.

Selon Price Waterhouse, qui met périodiquement cette étude à jour, chaque fois qu'une

entreprise établie au Québec, petite ou grande, investit, la fiscalité québécoise lui donne sur ses concurrentes un avantage fiscal qui varie de 5 à 47 % selon les cas. Ce qui permet aux produits fabriqués au Québec de conquérir des marchés. Et si l'entreprise, petite ou grande, investit dans la recherche et le développement, alors l'avantage comparatif du régime fiscal québécois peut atteindre 100 %. Voilà pourquoi le Québec, en haute technologie, est en train de devenir un pôle d'attraction pour l'investissement.

Notre priorité, au Québec, porte sur la création d'emploi en particulier et le redressement financier et économique en général. À cette fin, le gouvernement du Québec considère que sa responsabilité première est de proposer une stratégie économique qui établira les conditions favorables au développement d'entreprises compétitives. Elle comporte quatre éléments: des finances publiques saines; une fiscalité concurrentielle; une réglementation souple et efficace de l'activité économique; des services publics et des infrastructures de qualité. C'est ce que nous sommes en train de faire, notamment depuis l'an dernier.

Mais nous voulons aller plus loin. La stratégie économique actuellement en voie d'élaboration retiendra tous les moyens pour appuyer les déterminants clés de la compétitivité et de l'emploi compatibles avec le cadre financier du Québec. Nous retiendrons quatre axes majeurs: l'innovation, la formation, l'investissement, le développement des marchés et le développement de l'économie sociale. Notre objectif est simple. Quels que soient les choix que les Québécois feront demain, ils doivent jouir d'une économie saine, dynamique et active, ouverte sur l'investissement local et étranger. Nous avons la volonté, l'énergie et les moyens d'y parvenir.

Nous avons surtout la chance de disposer aujourd'hui au Québec d'une génération de manufacturiers, d'exportateurs et d'entrepreneurs plus dynamique que jamais au cours de notre histoire et plus ouvert que jamais sur nos voisins du Canada, d'Amérique, d'Europe et du monde.

Thank you very much for your time and attention.

Merci beaucoup, bon séjour au Québec.